

Hacène Belmessous, chercheur : « La ville inclusive que l'on nous vante se trouve peu à peu habillée d'autres qualificatifs »

L'urbanisme est aujourd'hui une opération de coproduction entre des acteurs publics et privés, souvent même une affaire de grands patrons et de promoteurs immobiliers, considère le chercheur Hacène Belmessous. La question, pourtant centrale, du type de relations recherché entre les individus est devenue accessoire.

Propos recueillis par [Cathy Remy](#)

Hacène Belmessous est chercheur indépendant et écrivain. Il porte ses recherches et enquêtes sociales sur la ville. Derniers livres parus : *Paris n'est plus une fête* (Les Voix urbaines, 2024), *Petite histoire politique des banlieues populaires* (Syllepse, 2022), *Les Laboratoires de la haine. Enquête sur la face cachée du frontisme municipal* (Demopolis, 2019), *Le Grand Paris du séparatisme social* (Post-Editions, 2015).

Dans les pratiques d'habiter, l'urbanité est une manière particulière de négocier les rapports aux autres et, par conséquent, une aptitude à l'intégration sociale et culturelle. Que reste-t-il de ces ambitions aujourd'hui ?

Les bonnes intentions ne manquent pas, on le constate à chaque campagne électorale. Pour autant, à quelle échelle situe-t-on le vivre-ensemble ? A l'échelle d'un bâtiment, d'une rue, d'un quartier ? Il ne suffit pas en effet d'édifier des immeubles, ou d'aménager un espace public ou privé pour décréter le vivre-ensemble. Or, qu'observe-t-on dans les faits ? La ville d'aujourd'hui n'existe que si elle a un rendement économique. L'urbanisme est devenu une affaire coconstruite entre les acteurs publics et privés et ne répond plus à ces questions pourtant centrales : quel type de relations s'y opère entre les individus ? Quelle destinée collective souhaite-t-on mettre en place pour faire communauté ? Aussi, questionner l'urbanisme, c'est incidemment s'interroger sur le devenir de la ville publique.

Dès 1940, le régime de Vichy dépossède les communes de leur pouvoir en matière d'urbanisme pour le confier à la délégation générale à l'équipement national, futur ministère de l'équipement. Quelle est la portée de cette décision qui rend les institutions garantes de l'intérêt général ?

Je vois dans cette mesure une méfiance vis-à-vis de la capacité des individus à faire destin collectif localement. L'Etat est le garant de l'intérêt national. Il affirme une position républicaine en assurant une forme d'égalité d'accès au territoire, d'égalité entre les villes. Seulement, il n'est plus le garant du contrat social. Interrogeons-nous : est-ce que l'on peut faire de la ville publique quand le levier de l'économie est un ressort capitaliste ? La réponse est évidemment non, les faits le prouvent. L'Etat ne peut être garant de l'intérêt général dès lors que les intérêts particuliers dominent l'espace public.

[La charte d'Athènes](#) (1933) cristallise un peu tous les maux de l'urbanisme des années d'après-guerre. Comment expliquer que l'Etat, qui avait réussi plus ou moins à mener un urbanisme diversifié, succombe aux sirènes d'un fonctionnalisme extrême ?

Cette invention du social liée à l'aménagement urbanistique des communes de banlieue illustre une des particularités de la société de l'entre-deux-guerres. Les premières cités-jardins héritées du modèle anglo-saxon sont réalisées à l'extérieur de Paris à l'initiative de l'Office des habitations à bon marché et de son administrateur, Henri Sellier. La fabrication de la ville fonctionnelle s'opère dans un moment précis de l'économie. Le modèle urbain préconisé par Le Corbusier et par le Congrès international d'architecture moderne a pour objectif d'adapter la ville aux exigences de la modernité.

Le revers de la médaille, c'est que, dès lors que l'habitat a une fonction d'usage, l'individu doit être contenu dans un espace. Il n'est plus ce citoyen auquel on confère toute latitude à exister en tant qu'être social. Quand le bâti domine, il induit implacablement la façon dont on y vit. Après tout, Le Corbusier disait que l'urbanisme, c'est de l'architecture.

Au milieu des années 1970, la crise économique mondiale marque une rupture majeure dans la croissance des villes européennes. Comment glisse-t-on d'une société de discrimination vers une société de ségrégation, pour reprendre l'expression du sociologue Alain Touraine ? La ville des grands ensembles amorcée en 1958 fut un vrai progrès social. Je conteste donc cette vision monolithique de l'habitat social qui en a fait, à partir de la seconde moitié des années 1960, un habitat disqualifié et sans qualité. Il répondait à l'origine à l'impératif de loger vite, pas trop cher et massivement les millions de Français en attente d'un logement spacieux et moderne. La question est plutôt de savoir comment on crée un environnement social harmonieux et fédérateur quand les moyens financiers attendus sont brusquement freinés, faute de continuité politique. Rares furent les projets de grands ensembles menés à terme. En 1973, Olivier Guichard, ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement, mit brutalement fin à la construction des grands ensembles, alors qu'ils avaient été validés politiquement, et, surtout, que nombre d'entre eux étaient en cours de chantier.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En 1965, les habitants des grands ensembles se plaignent du manque de magasins et de boutiques.](#)

Ajouter à vos sélections

Cette violente rupture était de nature idéologique. Lieux du collectif, les HLM étaient bannis, stigmatisés alors qu'ils valorisaient des trajectoires socialement ascendantes. La France disciplinée aux valeurs du capitalisme préférait la maison individuelle, l'homme nouveau devait être charmé par la vérité de l'entre-soi et par le rang de son nouveau statut, ce mérite que l'habitat collectif dérangeait. Alain

Touraine a raison quand il parle de ce passage de la ville qui discrimine – c'est-à-dire qui choisit ses habitants – à la ville qui détermine qui peut y venir ou pas. Si nous parlons tant des discriminations sociales et raciales, ce n'est pas parce qu'elles sont plus importantes aujourd'hui qu'hier, c'est parce que le cadre social et normatif dans lequel elles émergent s'est profondément transformé. La ville entrepreneuriale a pris son essor hégémonique, renforçant de ce fait les hiérarchies entre les centres et les marges, et, avec elles, les inégalités et, finalement, l'injustice spatiale.

C'est aussi à cette période que le terme « cité ghetto » apparaît dans les médias. Dans quelle mesure contribue-t-il à ancrer dans l'imaginaire une image univoque de la banlieue ?

L'image est présente dès les années 1960. Le vocabulaire change. On parle désormais de « cités-dortoirs », de « clapiers » ou de « boîtes à chaussures », tandis que la Cité bleue, à La Courneuve, devient la cité des 4 000, et que l'on fustige la « sarcellite », ce néologisme désignant une pathologie sociale spécifique aux résidents des grands ensembles urbains. C'était déjà une façon de disqualifier socialement des lieux et leurs habitants au prétexte qu'ils sortaient de l'homogénéité de l'urbanisme ancien.

Il faut le rappeler, ces grands ensembles furent construits au milieu de nulle part, à proximité de ce que j'appelle la « France des bourgs et des villages », car ils devaient répondre aux préoccupations de l'industrie française, de sorte que l'Etat ne s'était pas intéressé réellement à ce qui faisait aussi la ville – à savoir des équipements publics, des espaces de sociabilité et de culture. Il n'y a jamais eu une réelle volonté politique de faire des banlieues populaires des villes. Or, ces quartiers HLM, c'est de la ville. Il n'existe pas de

forme noble de la ville. Est-ce qu'une ville résidentielle est une ville ? Paris ou Versailles font autant ville que Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Si l'on attribuait cette qualité aux seules villes riches, il faudrait dans le même temps la leur contester, puisque, après tout, on est face à des forteresses urbaines dominées par l'avoir plus que par l'être.

Quand les libéraux comme Albin Chalandon, ministre de l'équipement et du logement (1968-1972), érigent la maison individuelle comme constitutif de leur modèle social, ils condamnent la dimension collective et humaniste du grand ensemble. Si l'habitat a un rôle fonctionnel, on peut aussi questionner son usage idéologique. La maison individuelle fabrique un prototype d'individu moins citoyen, puisque ramené dans l'entre-soi de ses quatre murs, de son jardin. Et dans une économie capitaliste qui se tertiarise et qui promeut des collectifs individualistes, rien n'est plus opérant que l'habitat individuel.

Cette représentation dépréciative de la banlieue évolue-t-elle ?

Oui et non. Je suis particulièrement sévère avec le cinéma français, qui succombe souvent à une forme d'esthétisation moins présente dans le cinéma anglais ou américain. Je ne crois pas avoir vu récemment l'équivalent de *Do the Right Thing* (1989), de Spike Lee, par exemple. Le cinéma bien sûr, c'est de l'art. Et l'art autorise à se désaliéner de la réalité sociale, mais cela n'empêche pas le contexte politique. *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque* (1993), d'Eric Rohmer, en dit autant sur la fabrication de la ville que *La Haine* (1995), de Mathieu Kassovitz, ou *Les Misérables* (2019), de Ladj Ly, qui ont remporté un énorme succès. Mais l'un des plus beaux films sur le sujet reste sans conteste ***Main basse sur la ville* (1963)**, de Francesco Rossi, qui est éminemment politique. Une dimension qui, selon moi, manque cruellement au cinéma français.

Est-ce possible d'adopter une posture militante tout en gardant une approche scientifique ? Faire de la recherche, c'est militer. Je milite, pour ma part, pour le débat public.

J'estime que, dès lors qu'on a produit un savoir, il ne nous appartient plus. Il est là pour être discuté, contesté, voire approfondi par d'autres. Et la ville, c'est le lieu du débat. Si la ville publique devient de plus en plus un leurre public, c'est parce que ceux qui la coproduisent sont désormais des acteurs de la finance qui agissent dans l'ombre, simplement parce que le politique, nos élus, leur ont cédé la vie démocratique. J'ai conduit une enquête sociale à Beaucaire (Gard) dans le cadre d'un ouvrage sur les mairies frontistes et j'ai vu combien les conséquences de la dévitalisation démocratique sont ravageuses pour la ville publique.

Quand on n'a plus qu'une sorte de puzzle d'entre-soi, nourri par une obsession collective et souvent irrationnelle de la pureté des origines nationales – ce que le démographe Hervé Le Bras appelle le « démon des origines » –, on aboutit à un espace qui entretient l'illusion du public, mais qui dans les faits est profondément ségrégué, ethnicisé, fracturé.

Y a-t-il, selon vous, un fossé incommensurable entre les gens qui pensent, qui décident la ville et ceux qui l'habitent ? Que sont devenues les luttes urbaines ?

Les luttes urbaines si foisonnantes de 1970 à 1990 ne pèsent plus autant dans l'espace public. Le mouvement qui culminait hier autour du squat des bâtiments vides ou pour la gratuité des transports a vu son audience chuter. En outre, il faut le reconnaître, les questions sociales autour de l'habitat indiffèrent. Les associations manquent de bénévoles. Pour mener des combats, il faut des forces unies, il faut une conscience collective. Et cette conscience a été laminée au cours des dernières décennies. Les friches ont été pendant longtemps des espaces de développement et de cohabitations d'usage. Une forme de clémence des pouvoirs publics avait permis le déploiement de formes auto-organisationnelles. Aujourd'hui, elles sont surtout considérées en fonction de leurs potentialités futures, en tant qu'espaces à bâtir, de supports de densification. L'urbanisme

transitoire est, par exemple, devenu un moyen pour les promoteurs de prospérer sous une couche de vernis social. La ville n'est pas un espace aisément partagé et certains y exercent une forme d'arrogance immobilière... C'est ça la force du capitalisme, il vous donne l'illusion qu'il a cédé, mais en réalité il ne cède rien.

Depuis cinquante ans, les mesures pour réduire la fracture sociale se succèdent sans véritable résultat. Quelles sont les raisons de cet échec ?

L'Etat social a-t-il toujours été un acteur de l'égalité, le garant du droit commun, ou une béquille intermittente des inégalités qui frappent impitoyablement les plus modestes et les habitants racisés des quartiers populaires ? La politique de la ville, née en réponse aux révoltes sociales de 1981 aux Minguettes, à Vénissieux (Rhône), n'a pas été pensée comme une procédure de droit commun, mais comme une réponse à une situation inédite, celle d'un urbanisme devenu rapidement obsolète à cause des défaillances de la chaîne immobilière et des inconséquences de l'Etat.

Dans les quartiers populaires, personne n'attend plus rien des pouvoirs publics, si ce n'est d'éviter de se trouver relégué dans des communes toujours plus éloignées des métropoles. En 2003, quand Jean-Louis Borloo, alors ministre délégué à la ville, vante les mérites de la rénovation urbaine en détruisant massivement des logements sociaux, la duperie a fini d'opérer. Car la ville est à l'image de la République : fragilisée, fracassée. Il ne faut donc pas s'étonner que le nombre de ghettos de pauvres ait explosé, tout comme le nombre de villes fermées, privatisées.

A Paris, la [loi SRU](#) impose un objectif de 25 % de logements sociaux d'ici à 2025. Cet objectif vous semble-t-il réaliste alors que le nombre de demandeurs est en progression constante ? Quand j'observe la répartition des logements sociaux à Paris, je note toujours la même fracture Est-Ouest. Le 19<sup>e</sup> arrondissement atteint plus de 40 %, tandis que les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements sont au-dessous des 10 %. Trouver des terrains disponibles pour la construction de nouveaux logements sociaux dans une ville aussi dense est un défi majeur. Il faut ajouter à cela des coûts de construction très élevés, qui limitent fortement la capacité de financement de la ville, et les phénomènes d'embourgeoisement, de gentrification s'accroissent et aggravent encore la situation sociale. Comment faire construire des logements sociaux quand la finance structure l'immobilier ? L'équation est insoluble, à Paris comme dans toutes les grandes métropoles du pays.

La rue est-elle encore aux citoyens ?

Tout dépend de quelle rue. D'abord, il faut pouvoir y être invité, avoir les moyens de consommer. Regardez comme la rue a été vidée à l'occasion des Jeux olympiques de Paris 2024. Est-ce que l'on peut encore vraiment parler d'espace public ? La rue est désormais un lieu de flux. On ne s'y arrête plus que pour un usage fonctionnel. Autre constat, on voit de moins en moins d'enfants à Paris et pourtant cela n'interroge personne. Tout ce qui peut perturber la vitalité économique, mettre du désordre est annihilé. Hier, on travaillait, on consommait, on se cultivait, on habitait dans des endroits différents. A présent, toutes ces fonctions ont tendance à fusionner dans un même espace. Ceux qui orientent le sens de la ville ne sont plus ni les élus ni même les habitants. Quand [LVMH privatise un espace public](#) pour faire ses défilés en fermant toute circulation, c'est parce que le groupe considère Paris, non pas comme une ville publique, autrement dit l'affaire de toutes et de tous, mais comme une marque.

Paris a-t-il perdu son statut de ville populaire ? Si oui, à quel moment ?

Dès le début des années 1950, l'ambition de l'Etat jacobin de faire de Paris le cœur de l'Europe s'impose. L'idée d'une ville accessible à toutes les classes sociales s'est effacée

devant cette obsession de grandeur. A partir des années 1970, le choix est définitivement fait. On ne parle pas encore de ville néo-libérale, mais d'une ville connectée à son monde dans la sphère capitaliste. Il faut projeter Paris comme la ville de la finance et détrôner Londres dans l'espace européen pour faire de Paris le nouveau centre névralgique des affaires du monde. Ce choix n'est pas sans répercussion sur la politique urbaine qui dépend en grande partie des acteurs privés. Les projets n'ont plus d'ancrage local mais une essence globale.

L'urbanisme est aujourd'hui l'affaire de grands patrons, tels que Xavier Niel, Bernard Arnault, François Pinault, et des promoteurs immobiliers. Usant des éléments constitutifs de leur puissance financière, ils impulsent une manière de faire la ville. Pas toute la ville, ils ont en effet jeté leur dévolu sur les arrondissements du centre de la capitale et s'intéressent désormais aux quartiers gentrifiés qui les bordent, je pense au 10<sup>e</sup>, au 11<sup>e</sup> ou au 12<sup>e</sup> arrondissement. Leur ambition principale est de créer des espaces qui valorisent leur image. Peut-on faire un parallèle avec New York ?

Si l'on pense à Michael Bloomberg, cet homme d'affaires et patron de médias qui a profondément influencé l'urbanisme de New York pendant ses deux mandatures (2002-2013), la comparaison est manifeste. On peut ainsi dresser certains parallèles, notamment sur les effets de sa politique sur la gentrification, le logement abordable, la discrimination raciale, et la priorité donnée aux grands projets de développement au détriment de certains quartiers et populations. Il a réussi à donner une dimension « saine » à sa trajectoire capitaliste, car quand vous tenez les médias, vous tenez les opinions. Sa pensée sur l'évolution des métropoles était catégorique : « *De plus en plus de gens s'installent dans les villes, car c'est là qu'ils veulent habiter et c'est là que le capital s'installe.* »

Mais penser la ville comme une entreprise, et donc en déduire qu'elle doit être gérée comme telle, c'est acter le fait que la politique, malgré les hétérogénéités sociales qui la constituent, est un champ d'action sans horizon démocratique. Que reste-t-il de la citoyenneté ? Qu'advient-il des destinées collectives ? Si l'on considère que la ville, aujourd'hui, n'est plus un lieu à vivre, mais un lieu de compétition économique, il ne reste aucune légitimité aux citoyens à tracer leur destinée. La ville-monde, ce statut que Paris ambitionne pour concurrencer Londres, c'est la ville de l'implacabilité. De la même manière, les guerres ne se font plus dans les campagnes, mais elles ont lieu dans les villes. Prendre Kiev, pour le président russe, Vladimir Poutine, finalement, c'est prendre le cœur de l'identité ukrainienne. Les villes sont le cœur des Etats.

Comment impliquer sans démagogie les citoyens et laisser émerger les vrais besoins ?

Dans des villes comme Paris, est-ce qu'il y a un espoir ? Je ne crois malheureusement pas du tout à la révolution citoyenne pour renverser l'hégémonie capitaliste. Je pense que cette manière d'invoquer le monde d'hier est une façon de romancer un idéal, un monde des villes inclusif et sans distinction de race et de classe, mais dont on devine qu'il est vain dans un monde financiarisé. Que reste-t-il de la Commune de 1870 ? Ce que l'on observe un siècle et demi plus tard, c'est que le capitalisme et ses promesses de confort a gagné. Il n'a pas gagné parce qu'il a été plus productif ou qu'il a répondu à des attentes sociales, il a gagné parce que le politique a cédé. Parce que nous avons cédé. Nous, citoyens. Nous avons laissé la place à la société des collectifs individualistes.

Les villes-monde vont périr le jour où le modèle capitaliste tombera de lui-même. Il est tombé une première fois en 1929. Il ne peut pas recycler à l'infini des recettes qui ne sont plus opérantes. Pour un progrès social, combien de régressions sociales ? Pour un progrès

démocratique, combien de renoncements démocratiques ? La logique voudrait qu'après plusieurs générations désenchantées par leur minorisation à l'ombre de la société française on assiste à leur effondrement, mais j'observe au contraire que les seules révoltes contre cet ordre capitaliste ont émergé des banlieues populaires. Il aurait fallu que la gauche et les corps intermédiaires, je pense aux syndicats par exemple, aient le courage de contester la vision délinquante de ces révoltes sociales développées par les conservateurs et l'extrême droite, et leur emboîtent le pas. Seulement, ils ont failli.

En paraphrasant Suzanne Césaire, qui disait, à propos de sa poésie, qu'elle serait cannibale ou ne serait pas, qu'en est-il de la ville de demain ?

La ville a mangé ses enfants et laisse vieillir ses adultes, mais pour en faire quoi ? Des citoyens, membres d'un collectif individualiste, des consommateurs. Il est assez intéressant de constater que la ville inclusive que l'on nous vante se trouve peu à peu habillée d'autres qualificatifs, comme un aveu d'incomplétude et pour mieux masquer l'escamotage du contenu politique de l'expression.

Le nouveau credo de la ville du quart d'heure s'oppose à celui de la métropole turbo-capitaliste, qui misait au contraire sur des transports rapides pour aller plus vite, plus loin.

Que cache cette représentation idéalisée de la proximité ?

C'est toujours l'idéal du même, la même figure sociale, qui avance masqué. Est-ce que tout cela produit de l'hétérogénéité ? On vend une proximité, mais est-ce qu'on vend, encore une fois, une ville démocratique ? La proximité, c'est l'autre. L'altérité qui surprend, qui enrichit et parfois qui déroute, mais qui est aussi un vecteur du vivre-ensemble. Si cette ville du quart d'heure, c'est une ville qui renforce l'entre-soi du même, cette notion ne modifiera pas la réalité subie par les minorités de la République. On ne fabrique pas de la ville sans horizon commun.

Cet article est tiré du « *Hors-Série Le Monde : Réinventons la ville* », septembre 2024, en vente dans les kiosques ou sur [le site de notre boutique](#).